

Alors que la guerre déclenchée par la Russie se prolonge en Ukraine, les Français s'interrogent sur leur place dans ce conflit. Pour la trouver, encore faut-il identifier les objectifs poursuivis par la Russie, au-delà de son narratif de guerre, et les conséquences pour la France et l'Europe.

Pourquoi Vladimir Poutine a-t-il ordonné l'invasion de l'Ukraine ? La fable d'une intervention justifiée par les menées hostiles du « juif-nazi » Zélenky contre la seconde puissance nucléaire du monde, trois fois plus peuplée et mieux armée ne mérite pas qu'on s'y attarde. Peut-on dire avec plus de raison que l'OTAN aurait menacé la Russie en s'étendant vers l'Est, en dépit des engagements pris par les Américains ? Les archives témoignent effectivement de certains échanges verbaux sur le sujet, portant principalement sur la RDA ; la réunification allemande et la dissolution de l'URSS les ont rendus caducs. En revanche, la signature russe figure bien au bas du mémorandum de Budapest qui garantissait les frontières de l'Ukraine en contrepartie de son renoncement aux armes nucléaires stationnées sur son sol. Les Russes qui font si allègrement fi de leurs engagements officiels semblent bien soucieux d'une parole en l'air.

L'OTAN, une menace pour la Russie ?

Moscou essaie de présenter l'OTAN comme une réplique américaine du défunt pacte de Varsovie et ne semblent pas concevoir pour les Européens d'autre destin que d'être partagés en zones d'influence. Leur argumentaire est révélateur d'une vision de l'Europe en tant qu'espace privilégié pour leur projection de puissance. Or, il y a une différence de nature entre une alliance défensive librement contractée et l'alliance contrainte imposée par un régime totalitaire, qui s'est d'ailleurs dissoute dès que la pression s'est un tant soit peu relâchée. L'OTAN ne s'est pas élargie à la manière de l'empire territorial soviétique mais parce que les pays libérés ont saisi l'opportunité de se garantir d'un réveil impérial à Moscou et une nouvelle Occupation. Ont-ils vraiment eu tort ?

L'Alliance a certes ses défauts et ses limites. Si la réalité des rapports de force rend indispensable l'engagement des Américains, leur poids disproportionné devra à terme être rééquilibré par un engagement accru des Européens. Quoi qu'il en soit, l'OTAN est bien le pilier de la sécurité collective européenne. Le général de Gaulle ne s'y était pas trompé. Sorti du commandement intégré, il n'a jamais remis l'organisation en cause. Considérer, comme le font certains commentateurs, qu'une guerre en Europe n'est pas l'affaire de la France mais des Russes et des Américains reviendrait à intégrer notre vassalité. De Gaulle n'aurait jamais commis cette erreur, qui enfermerait l'Europe dans l'Atlantisme faute d'alternative (même à long terme) et permettrait aux Américains de monnayer leur protectorat à n'importe quel prix ; celui que pourrait fixer Donald Trump, s'il était élu, pour financer la BITD américaine et se réarmer contre la Chine par exemple...

Il se murmure encore que les Américains auraient provoqué les Russes. De fait, ils ont pratiqué l'*enemy building* avec une Russie qu'il n'était nul besoin de pousser tant les points de friction étaient nombreux. Puissance terrestre structurellement rivale de la puissance maritime anglo-saxonne, son modèle autoritaire s'oppose à celui des démocraties. *Last but not least*, la

menace russe justifiait l'alignement volontaire d'une Europe désarmée sur Washington.

Les deux pays se sont livrés une guerre d'influence en Ukraine dont la révolution orange de 2004-2005 ou les événements d'*Euromaïdan* de 2014 ne sont que les péripéties les plus connues. Le modèle consumériste et les méthodes d'ingénierie comportementale américains ont été plus attractifs et efficaces que ceux d'une Russie oligarchique déclinante où l'espérance de vie n'est que de 65 ans pour les hommes.

Le jeu de l'Amérique n'est pas celui que prétendent les Russes. Elle n'a pas agressé ou menacé la Russie et n'en a jamais manifesté l'intention. Elle l'a simplement vaincue dans une partie qui avait pour enjeu la domination du vieux continent. Le Kremlin ne pouvait pas l'accepter et a essayé de compenser par le *hard power* sa défaite dans le domaine du *soft power*.

L'Ukraine, une base d'assaut, pas un glacis défensif

Il faut dire que l'Asie centrale lui échappe progressivement et demeure de toute manière enclavée. La Chine lui bouche l'Orient. Pour sortir de sa périphérie géopolitique et conserver son statut international, il ne lui reste que l'Europe, dont l'Ukraine est la clef militaire.

Les réactions somme toute modérées de Moscou après l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN montrent bien que les Russes ne se sentent pas menacés par l'Alliance, qui s'est rapprochée de Saint-Petersbourg et avec laquelle elle partage désormais 1000 kilomètres de frontière au Nord du lac Ladoga. Elle avait peur d'un rapprochement de l'Ukraine avec l'OTAN, mais pas pour sa sécurité : parce qu'il aurait verrouillé ses capacités d'expansion vers l'Ouest.

La Russie ne cherche pas un glacis défensif dans les plaines ukrainiennes mais une base de départ qui ferait peser une hypothèque permanente sur l'Europe. À défaut de la séduire, Moscou s'accorderait un droit de regard sur ses affaires en vertu du poids de ses divisions blindées aux frontières de l'UE. A dire vrai, il s'agit probablement du seul moyen pour la Russie de demeurer une grande puissance. Elle joue son avenir géopolitique pour le siècle à venir et le sait. Mais l'Europe, elle, joue sa liberté, sa tranquillité et sa sécurité.

L'Europe et la Russie auraient naturellement tout à gagner à nouer un véritable partenariat. Pour la première fois de son histoire, cette dernière pourrait se concentrer sur le développement de sa population en produisant plus de beurre et moins de canons. Mais son poids dans la relation bilatérale ne serait que celui de son économie. L'image que la Russie se fait d'elle-même n'est pas celle d'une Espagne excentrée mais d'un empire. Elle ne cherche pas un partenariat mais la suzeraineté. C'est pourquoi les appels à la paix sont aujourd'hui vains, puisque Moscou exige la mise sous tutelle de l'Ukraine et la mise en place d'un gouvernement d'occupation à sa botte. Le seul moyen de l'intégrer serait de lui faire perdre absolument tout espoir de remodeler les équilibres à l'Ouest par les armes. C'est-à-dire de contribuer à la refouler hors d'Ukraine et de maintenir ensuite une puissance militaire

conventionnelle suffisamment dissuasive pour lui éviter toute tentation, même si l'appui américain devait faire défaut.

Une guerre imposée et non choisie

La guerre en Ukraine n'est pas un accident lointain. Elle annonce d'autres conflits, d'autres défis. Si l'Europe laissait Kiev succomber, elle enverrait un signal de faiblesse au monde entier. Les remises en causes de l'ordre international avec leur cortège de violence se multiplieraient. Le conflit en cours est la matrice de la géopolitique du XXI^e siècle.

La France compte dans cette partie. Elle est une puissance nucléaire autonome ; membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU ; second exportateur d'armes au monde, même si elle doit apprendre à produire plus et plus vite ; forte d'une armée reconnue pour ses capacités et son professionnalisme malgré son manque d'épaisseur. Elle compte bien plus que les Français eux-mêmes, facilement sujets à l'auto-dérision, ne le croient. Elle pèse également parce qu'elle n'est pas seule mais qu'elle est une puissance motrice au sein de son réseau d'alliances. Les Russes ne la ciblent pas pour rien. Ils n'ont d'ailleurs pas attendu d'envahir l'Ukraine pour monter des manœuvres d'intoxication et de désinformation qui ont mis en péril la vie de ses soldats et de ses ressortissants en Afrique. Neutraliser les forces morales et la volonté de résister de la France, c'est étouffer celles de l'Europe.

Quand viendra l'heure, peut-être les Ukrainiens trouveront-ils des compromis avec les Russes, c'est leur affaire. La nôtre est de fixer nos propres intérêts. La guerre nous a déjà rattrapés et nous est imposée sous différentes formes. Guerre de l'information, guerre économique, guerre industrielle. Même sans affrontement direct, la dialectique des volontés est engagée. Afficher ses limites, ses peurs et ses hésitations, c'est encourager l'adversaire à pousser ses pions. Les lignes rouges ne peuvent pas être posées en termes de moyens mais de situation géopolitique. Aucun responsable français ne songe à envoyer marsouins et légionnaires prendre une seconde fois Sébastopol. En revanche, l'indépendance de la nation ukrainienne n'est pas négociable, la mer Noire ne saurait devenir un lac russe et il serait inacceptable que tout le flanc Est de l'Union Européenne se trouve à portée des canons du Kremlin.

Cette guerre doit mettre un terme à l'expansionnisme russe sous peine d'annoncer d'autres conflits plus meurtriers encore. Pour cela, l'Europe doit se réarmer moralement et développer ses capacités militaires propres, à la fois pour parler au plus pressé et pour préparer l'avenir. Sa sécurité ne devra plus dépendre des états d'âme d'électeurs du Wisconsin qui ne savent pas où la placer sur une carte. Le développement de la BITD européenne pourrait d'ailleurs initier simultanément un mouvement de réindustrialisation autour de l'écosystème militaire pour déborder ensuite sur les productions civiles.

Le drame ukrainien ouvre peut-être l'opportunité de sécuriser notre continent, de rééquilibrer la relation transatlantique avec nos alliés américains et de retrouver enfin une Europe maîtresse de son destin qui ne soit plus qu'un simple marché mais un acteur géopolitique majeur, apte à défendre les valeurs comme les intérêts des nations et des citoyens qui la composent. Si nous y parvenons, en donnant aux Ukrainiens une place qu'ils auront gagnée,

leurs sacrifices et nos efforts n'auront pas été vains. La guerre coûte cher. La défaite plus encore.